



## Conseil économique et social

Distr. générale  
21 décembre 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Commission du développement social

#### Quarante-troisième session

9-18 février 2005

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale**

**Déclaration présentée par le Christian Children Fund, la Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur et Sisters of Mercy of the Americas, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, et par la Fondation Friedrich Ebert, organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste du Conseil**

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

\* \* \*

---

\* E/CN.5/2005/1.



## **Introduction**

En tant qu'organisations non gouvernementales internationales, dont plusieurs sont affiliées au Comité des ONG pour le développement social, nous nous félicitons de cette occasion de participer en 2005 à l'examen de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social.

On se souviendra que l'engagement 5 de la Déclaration de Copenhague contraint les gouvernements à promouvoir « le respect intégral de la dignité de la personne humaine [et] à instaurer l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes » dans tous les domaines de la vie sociale. En outre, en vertu du paragraphe a) de l'engagement 1, ils sont tenus de « promouvoir l'équité et l'égalité entre hommes et femmes ». L'engagement 6, qui porte sur l'accès universel et équitable à un enseignement de qualité, met l'accent sur le fait que les femmes et les jeunes filles doivent être considérées comme un groupe prioritaire.

Nous présentons donc les observations ci-après sur l'état d'avancement de l'application de la Déclaration de Copenhague, suivies de recommandations à l'intention des gouvernements, en vue de les inciter à persévérer dans cette voie.

## **Aperçu des questions relatives à l'égalité des sexes**

Nous nous félicitons que, 10 ans après le Sommet de Copenhague, la condition de la femme ait progressé dans nombre de pays en ce qui concerne le taux de mortalité infantile, la consommation calorique, les taux de scolarisation et d'alphabétisation, l'accès aux soins de santé et la participation à la vie politique. Les succès remportés dans des domaines tels que la reconnaissance par la communauté internationale du viol comme crime de guerre ou l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sont autant d'étapes importantes dans la vie des femmes et des filles.

Nous déplorons toutefois que l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes demeurent des réalités inaccessibles partout dans le monde. On continue de refuser, par des moyens extrêmes et manifestes, aux femmes et aux filles l'exercice de leurs droits fondamentaux et les avantages sociaux auxquels elles pourraient prétendre. Elles sont aussi exclues des principaux cadres de participation à la vie de la société. Elles sont les plus vulnérables face au stress et aux privations. Dans certaines régions, notamment en Afrique et en Asie, les femmes se plaignent d'être privées d'autonomie et de dignité, et cet état de fait entretient le peu d'estime qu'elles ont d'elles-mêmes et les piètres espoirs qu'elles nourrissent.

## **Disparités actuelles en matière d'égalité entre les sexes**

En cette ère où la mondialisation de l'économie structure les sociétés, les configurations économiques fondées sur le sexe sont des facteurs essentiels de la marginalisation des femmes. La pauvreté demeure un phénomène féminin. Les femmes souffrent de façon disproportionnée des effets négatifs des modèles mis au point par les institutions financières internationales, de la libéralisation du commerce et de la privatisation des services sociaux. Elles sont, plus que les hommes, touchées par les instabilités macroéconomiques.

Les femmes, en tant que groupe, sont non seulement privées des avantages issus de la mondialisation de l'économie, mais l'élargissement du fossé numérique entre les sexes démontre que bon nombre de femmes et de filles risquent fort d'être privées des avantages technologiques qui leur auraient sans doute permis de parvenir à la stabilité économique.

Les écarts sociaux dans le domaine de l'équité et de l'égalité des sexes persistent de façon chronique sous forme de pauvreté et de violence à l'égard des femmes et des filles partout dans le monde. Des manifestations alarmantes et toujours plus graves de l'inégalité des sexes se rencontrent dans les phénomènes suivants : accroissement de la demande de femmes et de filles enlevées pour être exploitées sexuellement, augmentation du taux d'incidence du VIH/sida chez les femmes et les filles, souffrances généralisées des femmes et des filles qui se trouvent dans des situations de conflit ou d'occupation. Ces écarts sociaux sont sous-tendus par la prédominance des structures patriarcales qui persistent à dévaloriser la femme par rapport à l'homme. Cet état de fait contredit le fondement même des droits de l'homme universels et la notion de développement axé sur l'être humain, essentielle au développement social. De tels comportements sociaux nécessitent que les pouvoirs publics en appuient l'examen et la révision critiques, quand bien même ils promulgueraient des lois et engageraient des ressources pour assurer l'égalité des sexes.

Le droit à l'éducation pour tous est l'un des domaines les plus importants du suivi de l'application de la Déclaration de Copenhague. De multiples études effectuées par l'Organisation des Nations Unies et l'UNICEF ont prouvé que l'éducation des filles constitue le moyen le plus sûr et le plus rapide d'obtenir un progrès social et d'éliminer la pauvreté. En dépit de programmes tels que l'Initiative pour l'éducation des filles africaines de l'ONU et l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous de la Banque mondiale, visant à accélérer la réalisation de l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, plus de 70 pays risquent d'échouer dans ce domaine d'ici à fin 2005<sup>1</sup>. Il est indispensable de rendre l'éducation accessible à tous pour promouvoir le principe de la dignité humaine.

## Recommandations

Par conséquent, eu égard à cette inertie, d'une part, et, d'autre part, aux engagements que les gouvernements n'ont cessé de prendre depuis le Sommet de Copenhague, notamment l'examen de l'application du Programme d'action de Beijing en 2000, le Consensus de Monterrey en 2002, les travaux en cours dans le cadre du financement du développement et, bien entendu, les efforts déployés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, nous formulons les recommandations suivantes en faveur de l'équité et de l'égalité des sexes.

Nous appelons les gouvernements :

- À prendre, avec le concours actif des femmes de tous les secteurs de la société, l'engagement de changer les structures patriarcales dominantes qui sous-tendent les problèmes évoqués ci-dessus. Les gouvernements devraient signer et appliquer tous les accords internationaux relatifs à l'égalité des sexes et

<sup>1</sup> Ce chiffre est tiré de la deuxième édition de la publication *Education for All Global Monitoring Report (2003)*.

promouvoir, dans tous les aspects de la vie nationale, une action prioritaire en faveur de l'égalité des sexes;

- À établir une politique cohérente fondée sur le caractère central de tous les droits de l'homme et de la dignité de chaque être humain. Préalablement à toute décision, il conviendrait de consulter les populations locales. Les politiques macroéconomiques et sociales devraient contribuer en parallèle à la dignité de la personne humaine, à l'égalité des sexes, à l'élimination de la pauvreté et au développement durable. Nous notons que des politiques environnementales solides qui protègent les ressources naturelles et garantissent un environnement salubre et sûr aux femmes et à leur famille sont essentielles au développement axé sur la personne qui favorise l'égalité des sexes et assure la vie des générations futures. Des principes directeurs axés principalement sur la libéralisation et la privatisation freinent le progrès social. Ils servent les intérêts de certains pays ou groupes de la société au détriment des autres, y compris les femmes en tant que groupe. Des principes de politique macroéconomique qui privilégient le développement axé sur la personne et la justice sociale exigent un comportement et une action bénéfiques à tous;
- À appliquer et à évaluer les politiques existantes et nouvellement conçues. Les objectifs concrets des plans nationaux devraient situer l'être humain clairement au centre des objectifs de développement. Le bien-être de la personne doit constituer l'indicateur de progrès prédominant. Les principes et priorités relatifs à l'égalité et à l'équité des sexes (décrits dans les accords internationaux dont les gouvernements sont signataires) devraient assurer l'allocation de ressources à ces priorités, orienter la recherche pour obtenir des données ventilées par sexe, et garantir la participation des femmes aux organes du gouvernement. Toute politique nécessite une évaluation régulière en vue de déterminer les progrès accomplis en direction des objectifs qu'elle est censée atteindre. Cette évaluation devrait porter en outre sur la participation des femmes les plus touchées par l'inégalité des sexes.

Pour finir, nous affirmons que les organisations non gouvernementales sont des partenaires de bonne volonté dans cette entreprise qui vise à parvenir à l'équité et l'égalité des sexes. Elles possèdent le savoir-faire et la détermination nécessaires à cette fin. Nous appelons les gouvernements à collaborer, de façon sensible et réelle, avec les organisations non gouvernementales, pour le bien de tous.

La présente déclaration bénéficie de la caution et de l'appui des organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :

Association internationale des charités  
Association internationale des écoles de travail social  
Association soroptimiste internationale  
Coalition contre le trafic des femmes  
Congregations of St. Joseph  
Conseil international des femmes juives  
Dominican Leadership Conference  
Fédération Elizabeth Seton  
Fédération internationale des centres sociaux et communautaires  
Franciscans International

International Presentation Association of the Sisters of the Presentation  
School Sisters of Notre Dame  
Society of Catholic Medical Missionaries  
Sœurs de Notre-Dame de Namur  
VIVAT International  
Zonta International

---